

Etats-Unis/Piratage électoral Washington accuse Poutine

AFP

Washington/États-Unis

Réaction de Moscou : il s'agit d'accusations "indécentes"

LA Maison Blanche a mis en cause Vladimir Poutine dans les piratages informatiques ayant perturbé l'élection présidentielle et le président Obama lui-même a annoncé des représailles, après ces accusations rejetées comme "indécentes" par Moscou.

Barack Obama, qui devait s'exprimer à 14h15 (20h15 au Gabon) lors d'une conférence de presse, avant de partir en vacances à Hawaï, devait être longuement interrogé sur ces cyberattaques qui ont pu avoir une influence sur le scrutin ayant opposé la démocrate Hillary Clinton au républicain Donald Trump.

Cette polémique fait encore monter les tensions

entre Washington et Moscou, à quelques semaines de l'arrivée de Donald Trump au pouvoir.

"Il faut soit cesser d'en parler, soit apporter enfin des preuves. Sinon, tout ça est plus qu'indécents", a lancé hier le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov aux journalistes en marge du déplacement du président Poutine à Tokyo.

Une certitude, les États-Unis ne resteront pas sans réagir, a déjà annoncé le président Obama dans un entretien à la radio NPR qui devait être diffusé hier et dont des extraits ont été rendus publics jeudi soir : "Il est clair que si un gouvernement étranger, quel qu'il soit, tente d'entacher l'intégrité de nos élections, alors nous devons agir", a plaidé Obama.

"Et nous le ferons, au moment et où nous le décidons", a-t-il lâché, en soulignant que "certaines (de ces représailles) seront explicites et publiques, d'autres ne le seront peut-être pas".



Photo : AFP

Les accusations de piratage électoral portées par les États-Unis envers la Russie (ici leurs présidents, Barack Obama, à droite, et Vladimir Poutine) font monter la tension entre les deux pays.

"Toute une série d'analyses sont encore en cours, au sein des différentes agences (de renseignement)", a précisé M. Obama à l'antenne de NPR : "Quand j'aurai le rapport final, alors nous serons en mesure d'avoir (...) une vraie idée des motivations qui étaient à l'œuvre derrière tout cela".

De son côté M. Trump a de

nouveau insinué jeudi que la Maison Blanche avait des intentions partisans en accusant la Russie d'être à l'origine des piratages informatiques contre sa rivale démocrate.

"Si la Russie, ou toute autre entité, faisait du piratage, pourquoi la Maison Blanche a-t-elle attendu si longtemps pour agir ? Pourquoi

ne se sont-ils plaints qu'après la défaite d'Hillary ?", a-t-il écrit sur Twitter.

"C'était un mois avant l'élection, cela n'avait rien d'un secret", a pourtant martelé il y a quelques jours Barack Obama dans une interview, en rappelant que ses services avaient publiquement pointé du doigt Moscou le 7 octobre, soit un mois avant le scrutin du 8 novembre.

Donald Trump apparaît de plus en plus isolé dans son insistance à épargner Vladimir Poutine, un homme dont il a souvent loué les qualités de leader et avec qui il souhaite réchauffer les relations.

Il est extraordinaire que les conclusions des services de renseignement américains, de la CIA au FBI, soient ainsi rejetées par un futur commandant en chef. Il va ainsi à l'encontre de son propre parti au sein duquel le sentiment antirusse est plus vivace que jamais.

Burkina Faso/Attaque

Onze militaires tués dans le nord

AFP

Ouagadougou/Burkina Faso

Les assaillants sont des jihadistes. Il s'agit de "la plus grosse attaque jamais perpétrée" contre l'armée.

ONZE militaires burkinabè ont été tués hier dans une attaque jihadiste contre un détachement de l'armée basé à Nassoumbou dans le nord du pays, à une trentaine de kilomètres de la frontière malienne, a annoncé le haut commissaire de la province du Soum, Mohamed Dah.

"Nous avons un très mauvais bilan. Nous avons perdu onze de nos hommes

dans l'attaque de ce matin à Nassoumbou", qui constitue "la plus grosse attaque jihadiste jamais perpétrée" contre l'armée burkinabè, a déclaré à l'AFP M. Dah joint au téléphone depuis Ouagadougou.

Deux soldats sont encore "injoignables", a indiqué ce haut responsable administratif local, signifiant qu'ils sont portés disparus. Selon une source sécuritaire, les onze tués sont dix militaires et un gendarme. "C'est une attaque jihadiste. Ils sont arrivés à une quarantaine de personnes à bord de véhicules pick-up et de nombreuses motos. Ils étaient lourdement armés avec des fusils kalachnikov et des lance-roquettes. Ils ont tiré sur les hangars, les tentes et calciné certains

véhicules", a indiqué M. Dah.

Selon une source sécuritaire, les assaillants "enturbannés avaient les drapeaux jihadistes".

Ouagadougou a dépêché un "renfort sur place. Nous avons lancé la chasse et un bilan plus précis vous sera bientôt fourni par les services habilités", a indiqué une source sécuritaire. Dans un communiqué, l'état-major a indiqué qu'"au matin du 16 décembre aux environs de 05h00, une quarantaine d'individus non identifiés, lourdement armés, ont attaqué le poste militaire de Nassoumbou, localité située à 45 km au nord de Djibo et à une trentaine de kilomètres de la frontière malienne".

Le détachement, objet de

l'attaque fait partie du Groupement des forces armées anti-terroristes (GFAT), un bataillon de plus de 600 hommes déployés fin janvier 2013, quelques semaines après le début de l'opération Serval lancée par la France contre les forces jihadistes dans le nord du Mali.

Cette opération qui s'est achevée en juillet 2014 a été remplacée par l'opération Barkhane chargée de la lutte anti-terroriste dans le Sahel.

C'est la deuxième attaque directe à laquelle l'armée burkinabè est confrontée depuis le début des attaques jihadistes au premier trimestre 2015 au Burkina.

En octobre, la première attaque contre des militaires

burkinabè avait fait six morts, quatre militaires et deux civils tués probablement par des "tirs amis".

Le Nord du Burkina, frontalier du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques jihadistes régulières depuis le premier trimestre 2015. Longtemps préservé, le Burkina Faso, pays sahélien pauvre d'Afrique, comme ses voisins, est entré depuis avril 2015 dans un cycle d'enlèvements et d'attaques islamistes. Les attaques sont surtout concentrées dans le nord mais le 15 janvier 2016 un commando de trois assaillants a tué 30 personnes et fait 71 blessés dans le centre de Ouagadougou, la capitale.

Syrie/Conflit

Suspension des évacuations à Alep

AFP

Alep/Syrie

De quoi alimenter les craintes concernant les habitants bloqués.

LE régime syrien a suspendu hier l'évacuation de civils et d'insurgés de la ville ravagée d'Alep, faisant craindre une reprise des combats pour la conquête de la dernière poche rebelle où des milliers d'habitants restent pris au piège.

Lancée jeudi, cette opération d'évacuation devait durer plusieurs jours et, une fois terminée, permettre au régime de pro-

clamer la reprise totale de la deuxième ville de Syrie et d'enregistrer sa plus importante victoire dans le conflit qui dure depuis 2011.

Mais le processus a connu un accroc, l'armée syrienne accusant les rebelles de "ne pas respecter les conditions de l'accord". La raison, selon une source militaire, est que "les rebelles ont ouvert le feu, ont voulu sortir des armes moyennes et ont voulu prendre des otages", c'est-à-dire des militaires ou des forces prorégime qu'ils détenaient.

La Russie, alliée du régime, a été elle jusqu'à annoncer que l'évacuation des rebelles et de leurs fa-

milles était terminée, et que les troupes syriennes étaient en passe de liquider les "dernières poches de résistance" à Alep.

Mais une source militaire syrienne a maintenu que l'opération était "suspendue et non finie", sans dire quand elle reprendrait. Selon l'émissaire de l'Onu pour la Syrie Staffan de Mistura, il reste environ 40 000 civils dans le réduit rebelle et entre 1 500 et 5 000 combattants et leurs familles.

Après un siège de plus de quatre mois, une offensive d'envergure et particulièrement destructrice lancée mi-novembre a permis à l'armée et à des milices alliées de repren-

dre plus de 90% des quartiers que les rebelles contrôlaient à Alep depuis 2012.

La province d'Idleb est la dernière grande place forte de la rébellion. Outre Idleb, celle-ci ne contrôle plus dans le pays que la majorité de la province méridionale de Deraa et des régions proches de Damas assiégées par le régime.

L'intervention militaire russe en 2015 a permis aux troupes du régime, alors en déroute, d'inverser la situation.

Fort de ces succès, le président russe Vladimir Poutine a dit mener des négociations avec les représentants de l'opposi-

tion armée, via la Turquie, ajoutant que "la prochaine étape (était) d'obtenir un accord sur un cessez-le-feu sur l'ensemble du territoire syrien".

Hier, le Conseil de sécurité de l'Onu devait se réunir pour parler d'Alep, alors que les États-Unis ont averti que cette cité risquait de devenir un "autre Srebrenica", ville de Bosnie où fut commis en 1995 le pire massacre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Le conflit très complexe en Syrie, impliquant différents belligérants et leurs soutiens régionaux ou internationaux, a fait plus de 310 000 morts depuis près de six ans.

L'Afrique en bref

• **Burundi/Crise. Une demande d'explication pour les ambassadeurs de l'UE**

Les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) et de ses États membres qui ont des représentations diplomatiques au Burundi ont été convoqués jeudi pour une demande d'explication après avoir manqué une réunion de travail.

• **Guinée Equatoriale/Justice. Teodorin Obiang demande le report de son procès à Paris**

Teodorin Obiang, fils du président de Guinée équatoriale, accusé de s'être frauduleusement bâti en France un patrimoine considérable, a demandé le report de son procès à Paris dans l'affaire des "biens mal acquis", prévu à partir du 2 janvier, a déclaré hier l'un de ses avocats.

• **RDCongo/Politique. Incertitude à Kinshasa**

L'incertitude planait hier à Kinshasa sur les chances de conclusion dans la journée d'un accord politique permettant de trouver une sortie de crise en République démocratique du Congo avant la fin du mandat du président Joseph Kabila le 20 décembre.

A travers le monde

• **Allemagne/Attentat. Soupçons sur un garçon de 12 ans**

Un garçon de 12 ans est soupçonné d'avoir tenté de faire exploser fin novembre des engins à clous à Ludwigshafen, dans l'ouest de l'Allemagne, selon les autorités, la presse évoquant une piste islamiste.

• **France/Procès. Lagarde "assume tout"**

La patronne du FMI Christine Lagarde, jugée en France pour des négligences présumées qui auraient conduit à un énorme détournement d'argent public quand elle était ministre de l'Economie française, a dit hier "assumer" ses décisions, confiant que le risque de fraude lui avait "totalement échappé". Le verdict sera rendu lundi après-midi.

• **Japon-Russie/Diplomatie. Accord de paix difficile**



Le président russe Vladimir Poutine et le Premier ministre japonais Shinzo Abe ont reconnu hier que la conclusion d'un accord de paix entre leurs deux pays restait difficile en raison du différend sur les îles Kouriles. Des résultats ont en revanche été obtenus en matière économique.